



Procès-verbal

Réunion régulière du conseil scolaire
Le 29 novembre 2016 – Conseil scolaire Centre-Est – St-Paul

Présents : Michèle Dallaire - Présidente, Réginald Roy, Natalie Béland, Marc Dumont – directeur général, Jannick Roy-Plante – trésorière & dir. services opérationnels, Christine Cousineau-directrice des communications, RH & secrétaire corporative

Absence : Sonya Vincent

1. Ouverture

1.1. Accueil et mot de bienvenue par Michèle Dallaire à 16h06.

1.2. Conflits d'intérêt : aucun

2. Proposition pour aller en huis-clos (16h35):

Pas de huis-clos. Adoptée. (291116-2)

3. Proposition d'adoption de l'ordre du jour (avec ajouts découlant du huis-clos) :

Réginald Roy propose l'adoption de l'ordre du jour. Adoptée. (291116-3)

4. Proposition d'adoption du procès-verbal de la dernière réunion:

Réginald Roy propose l'adoption du procès verbal de la réunion régulière du 25 octobre 2016. Adoptée (291116-4)

4.1. Affaire découlant du procès verbal du 25 octobre 2016

4.1.1. Élections complémentaires : résultats

Nous avons l'intérêt d'une candidature potentielle de Cold Lake. Christine Cousineau devrait recevoir sous peu en mains propres le formulaire de mise en candidature. Une fois que ce sera fait, les suivis

au niveau de l'élection par acclamation seront faits.

4.1.2. Voyages internationaux

Marc Dumont présente le document en folio, notamment les recommandations du gouvernement fédéral en ce qui a trait aux destinations pouvant être un haut risque pour le voyage. La directive administrative 260 est assez claire à l'effet des avertissements du gouvernement concernant les destinations à l'étranger. Marc Dumont fera les suivis nécessaires avec les écoles qui ont comme projet une destination voyage figurant dans la liste des avertissements du Gouvernement du Canada.

DA 260 : 10. Une excursion internationale ne sera pas autorisée si sa destination est un pays pour lequel le Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI), a émis un avertissement de « Faire preuve d'une grande prudence » ou « Éviter tout voyage ». Si le MAECI changeait le niveau de risque d'un pays après qu'une excursion internationale ait été autorisée, l'excursion sera annulée si le pays à risque ne peut pas être éliminé de l'itinéraire.

4.1.3. Lac La Biche : Value Management Study

Un retour est effectué par Marc Dumont concernant cette présentation dont Michèle Dallaire, Jannick Roy-Plante, Me Mark Power et Me Ania Kolodziej étaient présents. Le tout s'est très bien passé, une quarantaine de personnes étaient sur les lieux. Les gens étaient intéressés, posaient des questions. Très bien été. Aucun accusé réception n'a été reçu jusqu'à présent, des suivis seront à faire avec Capital Planning et Northern Lights.

5. Pour décision :

5.1. Point fixe : Adoption des états financiers vérifiés : Claude Dion

Le vérificateur présente le rapport des états financiers vérifiés. Le déficit anticipé était de l'ordre de 154 000\$, le Conseil a terminé avec un déficit en deçà de la prédiction, soit 146 000\$. De plus, la démolition nécessaire du centre culturel est aussi en partie une des principales raisons de ce déficit.

D'autre part, le CSCE a terminé l'année fiscale '15-'16 avec un surplus accumulé (AOS) de l'ordre de 372 394\$. À noter également qu'à l'intérieur de la portion du surplus du Conseil scolaire, un montant de 108 000\$ est réparti entre les écoles, ce sont les *fonds générés par les écoles (School Generated Funds)* surtout argents amassés par le biais des levées de fonds). Ce 108 000\$ n'est pas associé à aucun projet précis et est en sus des montants mis de côté pour les voyages, excursions et cérémonies des finissants). Après avoir fait un exercice pour encourager les écoles à dépenser ces argents, et ce, depuis deux ans, l'administration entamera un meilleur contrôle de sensibilisation à ce phénomène d'accumulation de ces fonds et s'assurera que ces fonds seront attribués à des projets précis et seront dépensés.

Réginal Roy propose l'adoption du rapport financier '15-'16, tel que présenté par Claude Dion, de la firme Joly, McCarthy & Dion, Chartered Accountants. Adoptée (291116-5.1)

5.2. Budget 2016-2017 révisé

Marc Dumont et Jannick Roy-Plante présente une nouvelle version révisée du budget 2016-2017 qui doit être remis le 30 novembre. Le budget 2016-2017 qui a été approuvé en juin dernier comptait un déficit de 187 000\$, mais sera plutôt dans cette révision de l'ordre de 137 560\$. Les principaux ajustements au niveau des revenus, car l'augmentation des inscriptions a généré 213 507\$. De plus, pour faire valoir une image plus réelle, le budget des communications a été augmenté pour s'apparenter à ce qui a été dépensé l'an dernier et qui a porté fruit. Également, l'administration a décidé d'ajouter 1,8 poste d'aide-élève répartie, aux écoles, Beauséjour, Voyageur, Beaux-Lacs et Sommet.

Réginald Roy propose l'adoption officielle du budget 2016-2017, tel que présenté par l'administration. Adoptée (291116-5.2)

5.3. Garderie St-Paul

Marc Dumont et Jannick Roy-Plante présentent le folio déposé à titre d'information. Celui-ci indique différents scénarios des coûts d'opérations en lien avec la garderie de l'ACFA si le conseil en assumait la gestion. L'administration est d'avis que l'équipe sur place a tout ce qu'il faut pour garantir un succès de la garderie de St-Paul. Marc Dumont voit le projet d'un très bon œil et c'est assurément très positif à long terme pour le Conseil. Il rappelle que l'idée n'est pas d'être rentable, du moins, pas pour la première année. Josée Verreault quant à elle souligne que le changement de permis n'occasionnera pas de fermeture, si ce n'est que de la paperasse à mettre en ordre.

Natalie Béland propose que le Conseil scolaire prenne la charge complète de la garderie de St-Paul. L'administration s'engage à faire tous les suivis nécessaires avec l'ACFA pour concrétiser le projet. Adoptée (291116-5.3)

5.4. Adoption rapport annuel 15/16 – Plan triennal 16-19

Marc Dumont a fait un survol du rapport avec les conseillers. Naturellement, comme il n'y a aucun orange ou rouge dans les piliers, le Conseil n'est pas obligé de mettre des stratégies en place pour assurer une amélioration. Le Conseil continue avec des stratégies gagnantes, orientations claires, pour tendre vers une amélioration continue.

Natalie Béland propose l'adoption du plan triennal/rapport annuel, tel que présenté par l'administration. Adoptée (291116-5.4)

6. Pour discussion :

6.1. Résultats des piliers de responsabilisation : Josée Verreault

Josée Verreault fait une présentation dynamique et vulgarisée des piliers de chacune des écoles ainsi que des résultats aux examens de rendement et diplôme du Conseil scolaire. En plus d'exposer les résultats du Conseil scolaire, elle fait la comparaison avec les conseils scolaires avoisinants, les écoles avoisinantes ainsi que les conseils scolaires francophones. Cette présentation permet aux conseillers d'avoir une vue d'ensemble et s'approprier certains éléments au niveau de ce fonctionnement et des réalités des écoles. Cette présentation visuelle préparée par Christine Cousineau sera possiblement utilisée pour une présentation dans les écoles par Josée Verreault. L'administration prendra une décision en ce

REGIONAL AUTHORITY OF EAST CENTRAL FRANCOPHONE EDUCATION REGION NO.3

qui a trait au moment et à la façon.

7. Pour information :

Tous les points d'informations ci-bas sont des documents à titre d'info ou à des fins de lecture.

7.1. Rural Education Symposium : 5 au 7 mars 2016.

7.2. Communiqué Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique

Vancouver, le 10 novembre 2016 – La Province a remis au CSF et à la Fédération des parents de Colombie-Britannique, ce jeudi 10 novembre, un avis d'appel incident portant sur les deux points suivants, qui sont deux points d'envergure :

- *La Province conteste que l'effet de l'atteinte à l'article 23 de la Charte découlant de 10 années de sousfinancement en matière de transport scolaire puisse, aujourd'hui, avoir pour résultat d'obliger la Province à corriger cette infraction constitutionnelle en payant au CSF 6 millions de dollars en dommages-intérêts; et*
- *La Province soutient ne pas être tenue de financer des solutions dans des communautés au sujet desquelles la juge Russell a conclu que la Province n'était pas directement responsable du manque actuel d'installations scolaires mises à la disposition du CSF, spécifiquement dans le Nord-est de Vancouver, à Burnaby, à Whistler (au niveau secondaire) et à Squamish.*

7.3. Lettre au membre de l'assemblée législative de l'Alberta :

Ministre des infrastructures demande une liste des priorités en immobilisations pour la circonscription de Bonnyville/Cold Lake. En réponse à cette demande, l'envoi du plan capital 2017-2020, déposé en avril 2016, a été envoyé.

7.4. Monument devant l'édifice (juste donner le sujet, en une phrase ou moins)
St-Paul Champions of Change très heureux du don du monument à la communauté.

7.5. Voyage au Québec : Beaux-Lacs (juste donner la date et les niveaux)
Voyage au Québec pour les élèves de 8^e et 9^e au printemps 2018.

8. Rapports :

Tous les points d'informations ci-bas sont des documents à titre d'info ou à des fins de lecture.

8.1. ASBA

8.1.1. Plan stratégique

8.1.2. Courriel comités

8.2. FCSFA

8.2.1. Assemblée générale annuelle : 20 novembre Edmonton

8.3. FNCSF

8.3.1. Bulletin octobre

8.3.2. Congrès annuel à Yellowknife

8.4. ACSTA

8.4.1. Réunion régulière et AGM

9. Rappels et correspondance :

10. Levée de la réunion

Réginald Roy propose la levée de la séance à 20h15. Adoptée (291116.10)

Michèle Dallaire

Michèle Dallaire
Présidente

Christine Cousineau

Christine Cousineau
Secrétaire corporative, directrice des ressources
humaines & communications

21 mars 2017

Date